

Au Ghana, 21 personnes en détention provisoire après une réunion LGBT

vendredi 4 juin 2021, par [The Guardian](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2021).

Au Ghana, l'arrestation par la police de 21 personnes qui assistaient à une formation aux droits des minorités allonge la liste des abus perpétrés contre la communauté LGBT. Depuis janvier 2021, l'État orchestre dans le pays une vague d'homophobie sans précédent, souligne *The Guardian*.

Ils devaient justement revendiquer [leurs droits](#) à l'occasion de cette réunion. Le pouvoir ghanéen en a décidé autrement. Le 20 mai, des juristes et militants LGBT se sont réunis dans la ville d'Ho, dans le sud-est du Ghana. L'objectif de l'événement ? Enseigner et se former au respect des droits des Ghanéens LGBT victimes d'abus.

Mais alors que la réunion avait lieu à huis clos dans un hôtel de la ville, les participants ont été accusés de "propager" sur la place publique des idées LGBT, [rapporte The Guardian](#). Ce qui n'était a priori pas du goût des autorités locales.

La nouvelle du rassemblement n'a pas tardé à être relayée par les médias. Selon les organisateurs, cités par le quotidien, la presse s'est alliée à la police pour "prendre d'assaut" le local où se tenait la réunion. Dès le lendemain, 21 de ses participants (16 femmes et 5 hommes) ont été placés en détention provisoire.

Vague homophobe

Pourtant, "*aucune loi n'empêche les avocats ou les personnes LGBTQ+ d'exister ou de se rassembler. C'est un droit constitutionnel*", a réagi Alex Kofi Donkor, le fondateur de LGBT+ Rights Ghana. "*En plus de ne pas avoir accès à une défense juridique, certains détenus souffrent de maladies*", ajoute The Guardian.

L'affaire est le dernier exemple en date de la vague d'homophobie en cours au Ghana. "*Les militants ont déploré une augmentation des attaques et des abus cette année*", insiste le journal britannique.

Les rares initiatives en faveur des droits des homosexuels sont immédiatement réprimées. Quant aux médias ghanéens, ils n'hésitent pas à cautionner des discours ouvertement homophobes. Lorsque la parole est donnée à des personnes homosexuelles, "*les journalistes leur demandaient si elles n'étaient pas elles-mêmes responsables des violences auxquelles elles ont été confrontées, à force de réclamer l'égalité des droits*", [racontait Afrikan Arguments dans un article traduit par *Courrier international*](#).

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/homophobie-au-ghana-21-personnes-en-detention-provoque-une-reunion-lgbt>